

La crise de la mondialisation

Les analyses aujourd'hui convergent : la crise financière et économique de cette fin d'année 2008 est bien la crise de la mondialisation. C'est même la première crise de la mondialisation libérale de l'économie. De nombreux économistes ont déjà dénoncé cette globalisation bénéficiant davantage au capital qu'au travail, aux riches qu'aux pauvres. Mais, aujourd'hui, ce sont les moteurs de la mondialisation qui sont mis à mal : ouverture des marchés, chaînes d'approvisionnement mondiales, entreprises intégrées au niveau mondial, capitaux privés ont produit l'apparition et la diffusion de la crise. Et c'est bien pour cela que l'esprit du protectionnisme souffle à nouveau et que les multinationales, qui n'avaient pas de drapeau, renouent avec leurs racines nationales (cf. Jean Pisani - Ferry). Et ce ne sont pas l'échec de la réglementation des marchés et l'absence de surveillance des institutions financières qui expliqueraient toute la crise. Et la preuve, là aussi, en est qu'il n'y a pas eu de «découplage» attendu par les spécialistes qui pensaient voir les pays émergents et à leur tête les BRIC (Brésil, Inde, Chine et Russie) passer entre les gouttes. Les pays émergents sont eux aussi touchés par la crise pour deux raisons au moins :

1) Les flux de capitaux privés qu'ils recevaient ne vont

atteindre que quelque 165 milliards de dollars en 2009 en baisse de 82 % par rapport à 2007.

2) Le commerce international a été un vecteur de contagion de l'Asie de l'Est et pour cause : la valeur des exportations est-asiatiques vers l'Amérique du Nord et l'Europe représente 12 % du PIB de la région.

Le commerce a propagé la crise.

A fin 2008, les échanges et la production ont chuté de 10 % et, dans plusieurs pays d'Asie, les exportations ont reculé de 10 à 20 % sur douze mois (cf. «Remodeler l'économie mondiale» Jean Pisani - Ferry et Indhira Santos - Finances et Dév. mars 2009).

Le remodelage de l'économie mondiale a-t-il commencé ?

Quatre moteurs de la mondialisation rapide de ces dernières années sont affectés par la crise :

1) Les difficultés des capitaux privés :

Les participations de l'Etat dans le secteur privé ont beaucoup augmenté ces derniers mois. Sont concernés : les banques, les assurances, le secteur automobile.

2) L'intégration des entreprises à l'échelle mondiale est remise en question. Les aides publiques risquent de transformer les entreprises internationales en champions nationaux. Les déclarations du patron de Continental (pneus allemands), «j'ai des devoirs envers mes

80 000 salariés de par le monde», ne sont plus à propos. L'Etat aide les entreprises mais en exigeant d'elles de sauver d'abord les activités et les salariés nationaux. La préférence est pour l'économie nationale : «Achetez américain» est la clause du plan de relance des Etats-Unis, «Des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques» est le slogan de Gordon Brown et le Français Nicolas Sarkozy adosse le plan français de l'automobile à des emplois nationaux.

3) Les ripostes nationales à la crise comportent les risques d'une fragmentation économique et financière.

4) Les droits de douane augmentent dans plusieurs pays depuis le début de la crise : «De l'Inde et de la Chine jusqu'à l'Equateur et l'Argentine» (Jean Pisani Ferry - déjà cité).

Est-ce que ces évolutions ne sont que conjoncturelles et des réactions immédiates à la crise ou constituent-elles des prémices à une sorte de démondialisation de l'économie ? Les analystes, pour l'instant, observent.

Une chose est, en tout cas, certaine : la question des frontières entre l'Etat et le marché est à nouveau posée. Il est vrai que personne ne préconise le retour à la planification centrale et l'implication massive de l'Etat dans l'activité économique, mais la conception keynésienne des liens entre les marchés et



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

l'Etat, qui a prévalu dans la plupart des pays occidentaux de l'après-guerre jusqu'aux années 1980, refait surface. Est-ce la revanche de Keynes sur Milton Friedman, qui louait la rationalité et l'efficacité du marché et dénonçait l'Etat irrationnel et souvent inefficace, un Etat qui, de surcroît, disait-il, n'agissait pas toujours dans l'intérêt général et pouvait être miné par la corruption ou instrumentalisé par des groupes de pression ?

La régulation contre la déréglementation. La présence de l'Etat contre la main invisible. Mais la démocratie contre le totalitarisme et l'économie de marché solidaire contre l'économie administrée à gestion centralisée. Les débats économiques, les débats des économistes sont, décidément, un éternel recommencement !

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Madoff et la crème pâtissière !

Bouira. Deux terroristes se rendent aux autorités.

Mabrouk allikoum les indemnités !

Au moment où un grand débat sur la justice bat son plein à Alger, je note ceci : l'Américain Bernard Madoff, auteur de la plus grande escroquerie financière du siècle, escroquerie découverte quelques semaines après la crise financière qui a secoué toute la planète, a été arrêté. Une enquête a été menée sur ses agissements. Et il vient d'être condamné à la peine maximale, 150 ans. Dossier bouclé ! Chez nous, un fait divers dramatique a secoué, à peu près à la même période, la région de Constantine. Une intoxication alimentaire à la crème pâtissière avait conduit près de 500 étudiantes du campus d'El-Khroub aux urgences hospitalières, pour certaines dans un état sérieux. Et ce n'est qu'aujourd'hui que le fournisseur de la pâtisserie mise en cause vient d'être arrêté. Ce qui veut dire qu'il va falloir encore attendre l'instruction, les compléments d'enquête, pour arriver enfin au procès et aux éventuelles condamnations. Bon Dieu de bonsoir ! Comment se fait-il qu'une justice boucle un dossier d'arnaque planétaire, aux ramifications innombrables, compliqué au

diable, bourré de sociétés-écrans disséminées aux quatre coins du monde, parfois sur des îles aux noms imprononçables, alors que, dans le même temps ou presque – à quelques petites semaines près – une autre justice, péniblement, cahin-caha, au rythme d'une torture souffrant de polyarthrite, ne peut brandir qu'un seul et maigre bilan : l'arrestation du pâtissier supposé indélicat ? Y a un problème ! La première justice en a fini avec l'affaire du siècle. La seconde piétine et patauge lamentablement dans de la vulgaire crème pâtissière bourrée de champignons et de microbes. Et je ne veux même pas aborder ici l'incongruité qu'il y aurait à condamner le pâtissier seulement et à laisser libre le responsable de la structure universitaire qui commande des gâteaux à la crème pour des centaines d'étudiants auprès d'un petit artisan de quartier alors qu'un tel marché est normalement du ressort des pâtisseries industrielles. Ce n'est pas le sujet du jour. Le sujet du jour, c'est Madoff, bien sûr ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com

